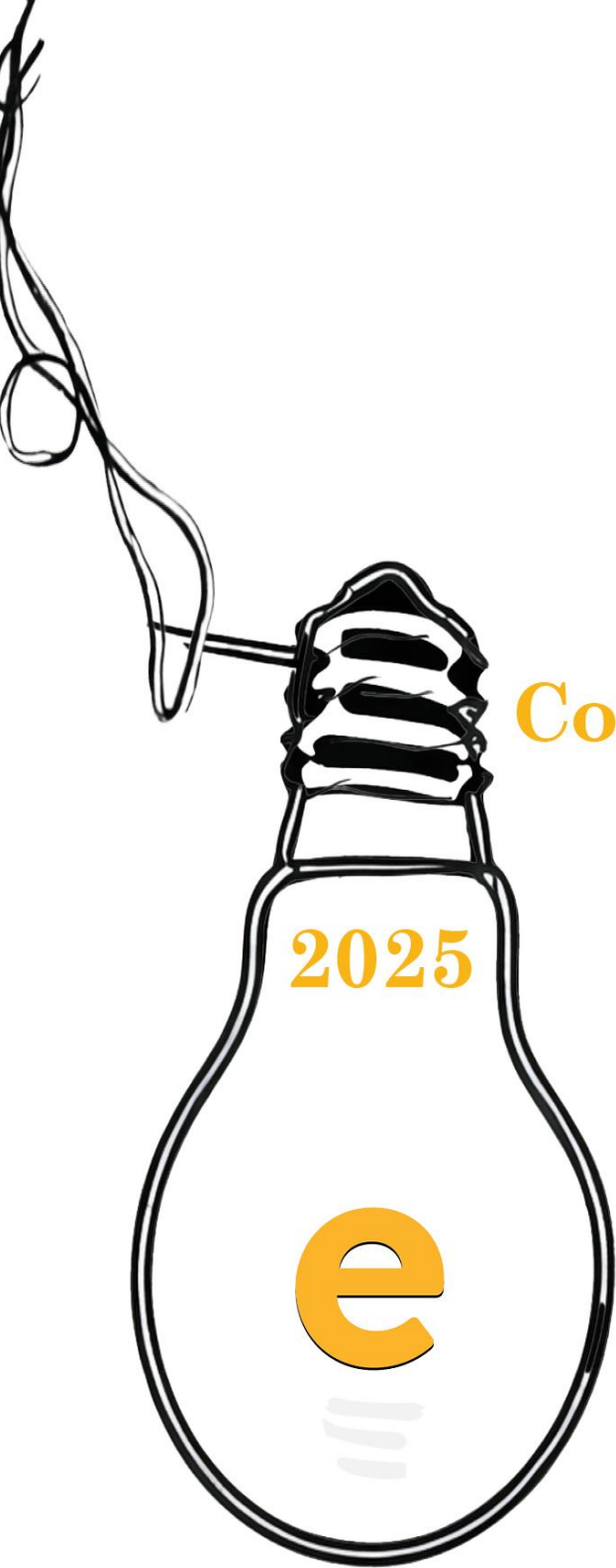




**Consensus économique**

*Lost **in** Transition*

## CONSENSUS ECONOMIQUE D'IDEA : LOST IN TRANSITION

Le consensus économique d'IDEA a pour but de révéler et d'analyser le sentiment d'un panel de décideurs économiques, politiques, de partenaires sociaux et d'économistes sur les principales tendances d'évolution de la conjoncture, le scénario macroéconomique privilégié au Luxembourg, ainsi que les grands défis politico-économiques et les réponses à apporter à ces derniers.

Les résultats du consensus ne reflètent pas l'opinion des économistes d'IDEA mais celles des 115 membres du panel qui ont répondu à un questionnaire anonyme (13 questions en ligne) entre le 25 février et le 19 mars 2025. Cette participation correspond à un taux de réponse de 43% sur les 265 membres du panel<sup>1</sup>.

Il s'agit du 6<sup>ème</sup> exercice du consensus économique d'IDEA né un an avant le choc de la crise du Covid. Le consensus se fait ainsi le reflet des grands événements et tendances socio-économiques du moment, certains sujets de 2020 tels que le Brexit, la guerre commerciale sino-américaine de Trump et le renforcement des règles budgétaires étant remplacés par la nouvelle guerre commerciale de Trump, l'essor de l'intelligence artificielle, l'effort de défense européen ou encore la crise du secteur de la construction au Luxembourg. Des thématiques nouvelles font leur apparition. De nombreuses autres sont une constante des débats socio-économiques européens et luxembourgeois, ce qui n'empêche pas une évolution de l'opinion des panélistes, qui nous disent en 2025 que :

- la période d'âge d'or de la croissance luxembourgeoise est certainement derrière nous, du moins pour les 5 années à venir ;
- la dette publique devrait demeurer en-deçà des 30% de PIB d'ici à 2030 ;
- l'IA fera évoluer et transformera l'économie luxembourgeoise et notamment la place financière, sans les révolutionner ;
- il ne faut pas négocier avec les objectifs climatiques, mais faire davantage pour les atteindre ;
- il faudra réformer les pensions, mais il y a matière à douter que ce sera fait en 2025 ;
- la politique de compétitivité au niveau européen doit être profondément renforcée.

---

<sup>1</sup> Voir les détails du panel et le questionnaire en annexe.

## « Quelques paris » sur 2025

Les années se suivent et se ressemblent pour le consensus économique d'IDEA. La période d'enquête tombe en plein troubles géopolitiques et conjoncturels. En ce premier trimestre 2025, c'est le début du 2<sup>ème</sup> mandat de Donald Trump qui a provoqué des bouleversements, avec l'échauffement des guerres commerciales et la modification de la politique de défense américaine vis-à-vis de l'Europe. Ces thèmes, et leurs conséquences, se retrouvent notamment dans la dimension européenne du consensus mais ont, aussi, des impacts sur les défis socio-économiques d'un Luxembourg qui peine à voir le rebond d'après-crise.

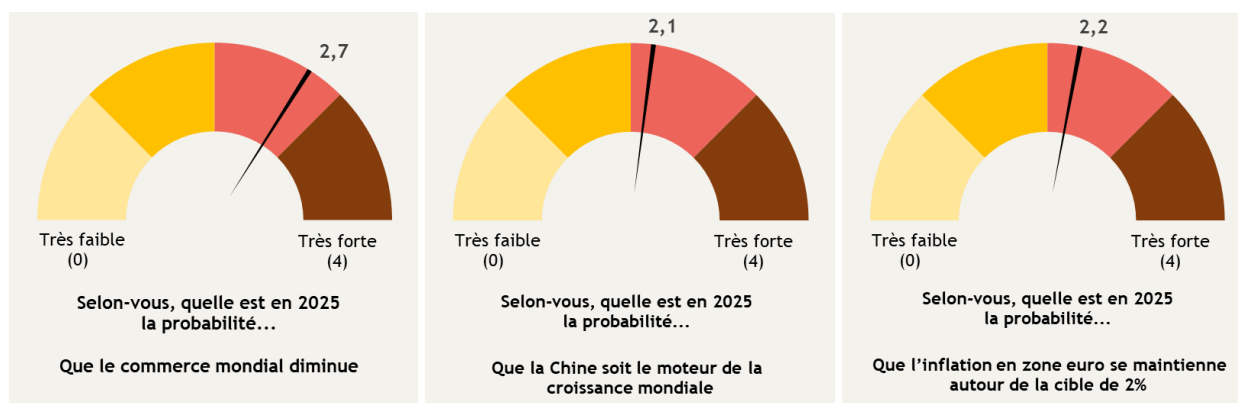
### Contexte international : des réponses politiques insuffisantes

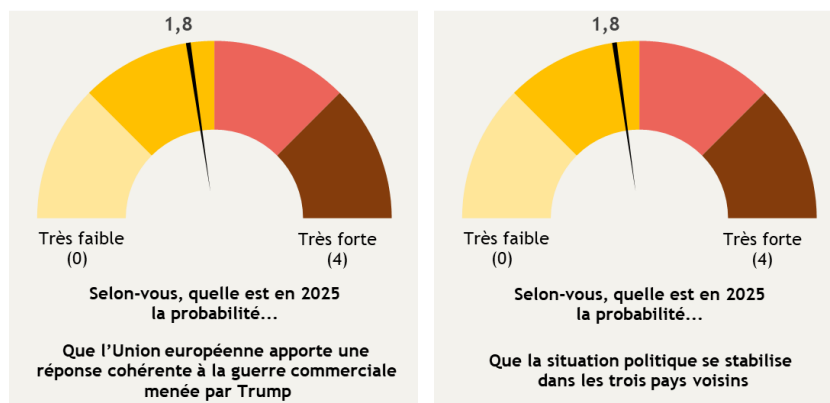
Les tentations et politiques protectionnistes ont, le plus souvent, freiné plus que stoppé l'avancée du commerce mondial depuis sa formidable expansion au cours des 40 dernières années. Les panélistes estiment toutefois que l'histoire sera différente en 2025, sous l'effet notamment de droits de douane d'un niveau très élevé imposés par les Américains. Ils sont ainsi 66% à estimer que la probabilité est plutôt élevée ou très élevée que le commerce mondial diminue cette année.

Ils sont, par ailleurs, une légère majorité à penser que la Chine sera le moteur de la croissance mondiale, alors que le PIB chinois a augmenté de 5% en 2024, freiné par la crise immobilière qui s'éternise, au sein d'une économie focalisée sur les exportations industrielles.

La zone euro devrait réussir à maintenir l'inflation autour des 2%, après la flambée des prix connus récemment, 43% des panélistes considérant cette affirmation comme ayant une probabilité élevée contre 23% penchant pour une probabilité faible. En revanche, ceux-ci sont moins confiants quant à la capacité de l'Union européenne à apporter une réponse cohérente à la guerre commerciale menée par Trump, malgré l'annonce régulière de contre-mesures fermes et proportionnées de la part de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Enfin, les récentes élections allemandes, un gouvernement français en place depuis la fin d'année 2024 et une coalition de cinq partis instaurés début février 2025 en Belgique ne dissipent pas tous les doutes des panélistes quant au maintien d'une stabilité politique chez les trois pays voisins.





### Retour sur les paris du consensus de 2024

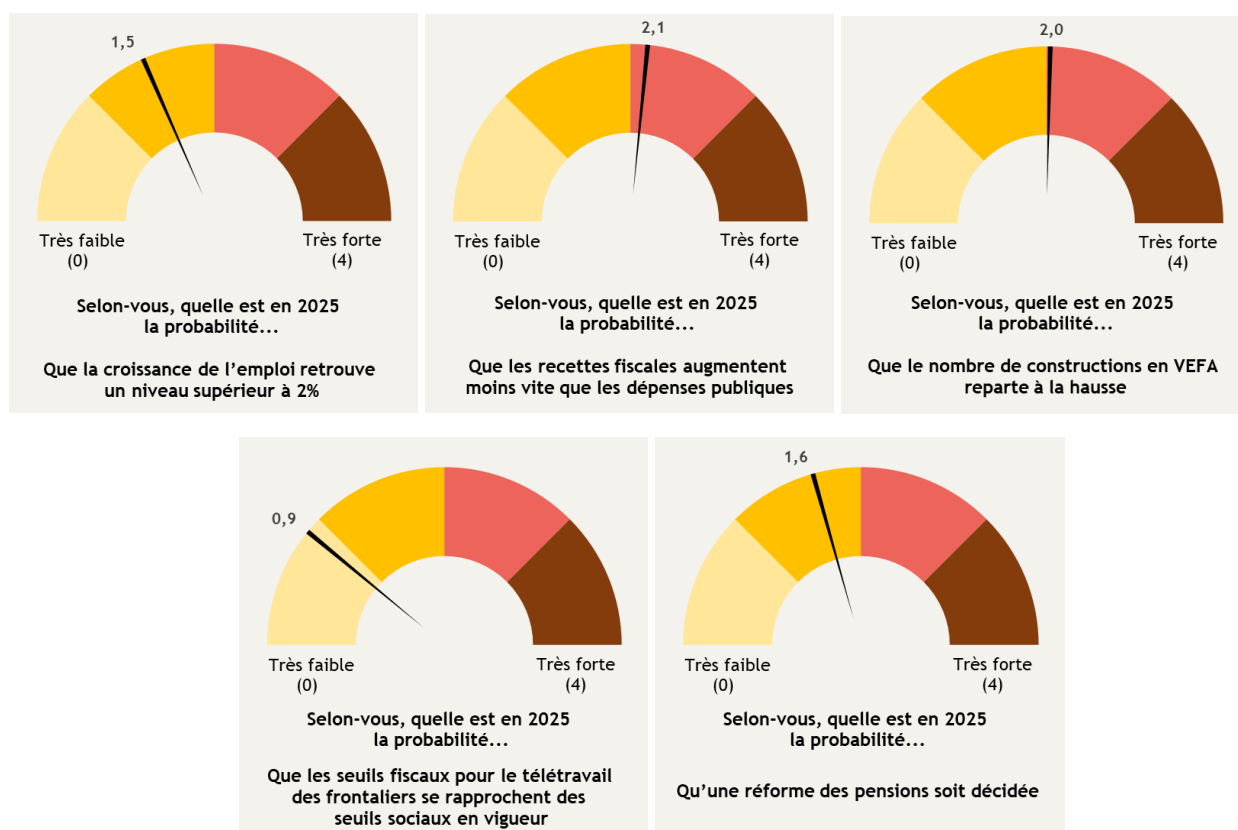
Basée sur un questionnaire administré entre le 6 et le 23 février 2024, la cinquième édition du consensus économique avait déjà eu lieu dans un contexte de fortes tensions géopolitiques, au moment où l'on pouvait imaginer apercevoir la fin de la polycrise. Ces tensions géopolitiques, justement, les panélistes doutaient fortement qu'elles ne s'affaiblissent, tandis qu'une méfiance persistait sur la capacité de l'inflation à rejoindre la cible des 2% et qu'une récession leur apparaissait possible dans la zone euro. Le pessimisme était aussi de mise au niveau luxembourgeois, avec l'anticipation d'une dégradation du solde budgétaire et des doutes sur l'atteinte d'une hausse de la productivité du travail. Les répondants se montraient aussi peu confiants quant au possible rebond du secteur de la construction suite aux premières mesures fiscales mises en place.

### **2025, une année d'attente**

2025 ne sera pas le temps des grandes manœuvres, du moins en ce qui concerne la réforme des pensions qui ne serait pas décidée d'ici la fin de l'année selon une majorité des personnes interrogées dans le cadre du consensus. Ce serait encore moins le cas pour le rapprochement des seuils fiscaux pour le télétravail des frontaliers (34 jours actuellement) et des seuils sociaux en vigueur (112 jours), sur une problématique qui fait pourtant l'actualité car considérée comme inéquitable par une partie des frontaliers.

Par rapport à l'an dernier, les panélistes montrent un brin d'optimisme supplémentaire. Ainsi, ils sont autant à considérer une augmentation des constructions en VEFA comme « peu probables » que « probables », alors qu'ils étaient relativement dubitatifs concernant l'effet des mesures fiscales sur le secteur de la construction l'an passé. En outre, la même question a été posée à 12 mois d'intervalles quant à la possibilité que les recettes fiscales augmentent moins vite que les dépenses publiques, le score de probabilité ayant diminué de 2,8/4 en 2024 à 2,1 en 2025.

En revanche, l'emploi ne devrait pas retrouver sa dynamique passée à plus de 2% de croissance selon les panélistes, qui sont 55% à considérer cette possibilité comme très faible ou plutôt faible contre seulement 8% à lui attribuer une probabilité plutôt élevée ou très élevée. Les raisons de cette défiance pourraient être tout autant internationales, effet notamment du ralentissement du commerce mondial, que luxembourgeois, comme les difficultés du marché du logement ou les dynamiques internes de certains secteurs économiques.



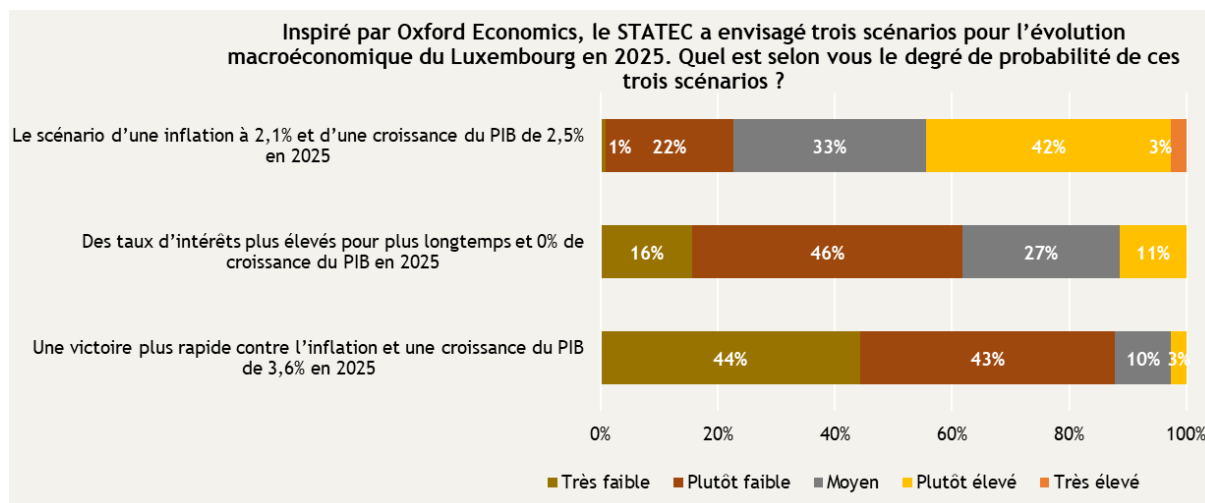
## Le scénario macroéconomique luxembourgeois

### 5, 4, 3, 2% de croissance

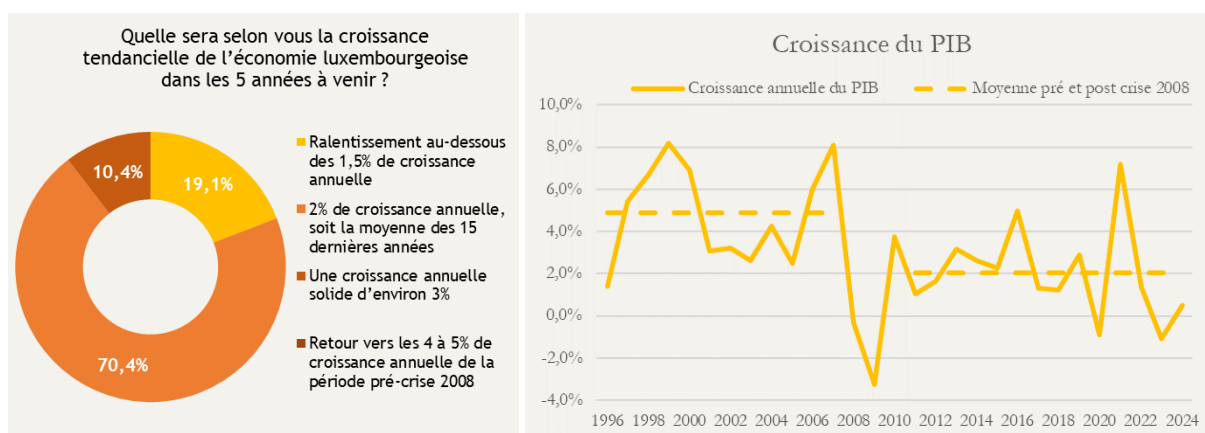
Le scénario central du STATEC dans sa note de conjoncture<sup>2</sup> du 2<sup>ème</sup> semestre 2024 anticipe un taux d'inflation de 2,1% et une croissance du PIB luxembourgeois de 2,5% en 2025. Comme chaque année, l'institut national statistique a aussi établi deux scénarios alternatifs, l'un plus optimiste et l'autre davantage pessimiste sur la conjoncture à venir. Inspirés par Oxford Economics, les deux scénarios alternatifs simulés sont des « taux d'intérêt plus élevés pour plus longtemps » qui provoqueraient une récession en zone euro avec une évolution du PIB de -0,2% en 2025 et 0% de croissance au Luxembourg, et une « victoire sur l'inflation » dont résulterait une croissance légèrement supérieure au scénario central de +1,5% en 2025 dans la zone euro et de 3,6% au Luxembourg.

Les panélistes penchent vers le scénario central du STATEC, même si une partie non négligeable d'entre eux (23%) le considère comme très faiblement ou plutôt faiblement probable. Si les deux scénarios alternatifs sont, eux, majoritairement estimés comme étant peu probables, 11% du panel pense que le scénario pessimiste de 0% de croissance a une probabilité plutôt élevée de se concrétiser. C'est le cas de 3% des répondants pour le scénario optimiste. Une des explications de ce choix du scénario plus pessimiste pourrait être les récentes décisions de politiques commerciales des Etats-Unis, qui, si elles étaient annoncées dès novembre dernier, se concrétisent en ce printemps 2025.

<sup>2</sup> [Note de conjoncture 2-2024, La situation économique au Luxembourg - Évolution récente et perspectives](#), STATEC.

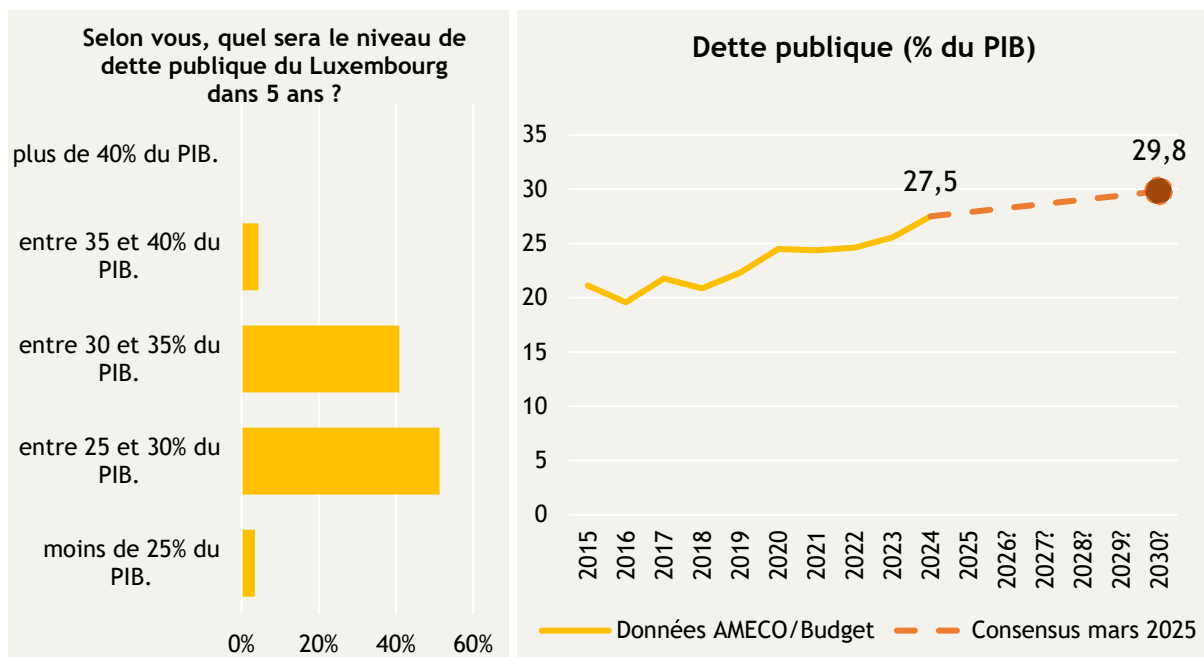


Aucun des 115 répondants au consensus d'IDEA n'imagine le Luxembourg retrouver dans les 5 années à venir les niveaux de croissance de sa période d'âge d'or, qui s'étend dans le graphique ci-dessous de 1996 à 2007. Il s'est en fait, une majorité significative de 70,4%, à anticiper pour les 5 prochaines années un taux de croissance du PIB de 2%, soit la moyenne de ces 15 dernières années. Toutefois, près d'un panéliste sur cinq estime que la croissance sera inférieure à 1,5%, des niveaux qui pourraient accélérer les trajectoires de déficits futurs des pensions et plus globalement de la Sécurité sociale. Enfin, 10,4% des répondants au consensus projette une croissance annuelle solide de 3% qui ferait repartir la « machine économique » luxembourgeoise après la période de polycrise.



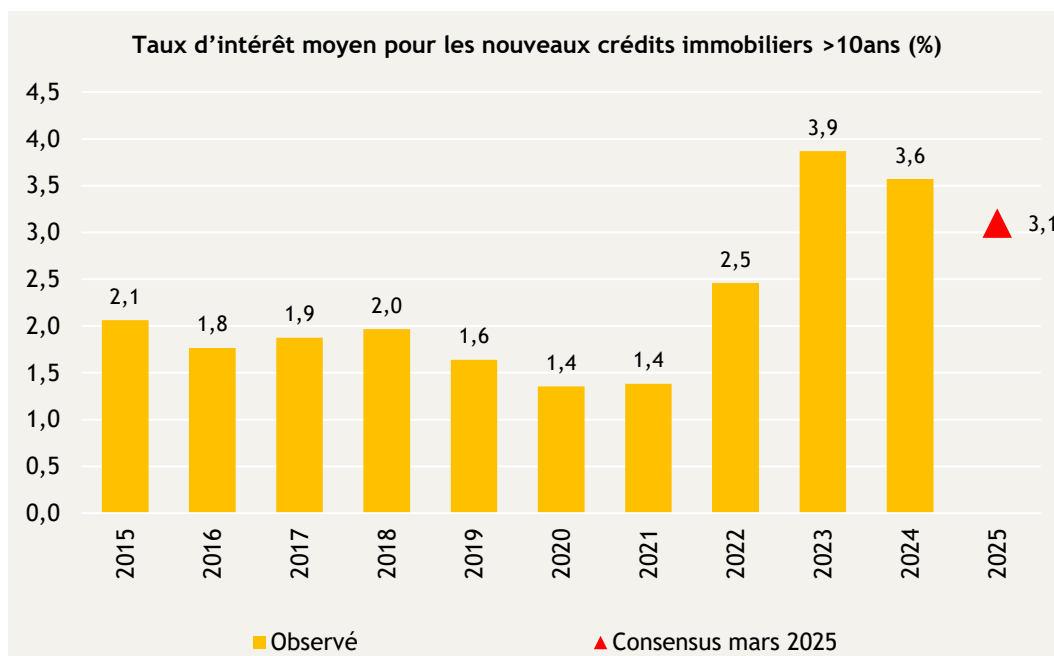
### Augmentation raisonnable de la dette publique

L'an passé, les panélistes estimaient que la dette publique devrait dépasser les 30% du PIB à l'horizon 2029 pour atteindre 30,4%. Ils anticipent cette année une trajectoire qui serait plus vertueuse sur le plan budgétaire avec un niveau de dette publique qui progresserait certes, mais seulement à 29,8% en 2030, soit 2,3 points de % de plus qu'en 2024. Cette trajectoire dépasserait les 26% du PIB de dette publique anticipé en 2028 dans le dernier budget pluriannuel. 4 répondants sur les 115 estiment que la dette sera inférieure à 25% du PIB en 2030, et 5 panélistes penchent pour une dette supérieure à 35% (mais inférieure dans tous les cas à 40%).



### La tendance baissière se maintiendrait pour les taux d'intérêt

Par perspicacité ou heureux hasard, le panel avait très exactement deviné le taux d'intérêt moyen pour les nouveaux crédits immobiliers supérieurs à 10 ans de 3,6% pour l'année 2024. En ce qui concerne 2025, la poursuite de la tendance baissière se confirmerait selon eux, avec un taux d'intérêt égal à 3,1%, soit un niveau largement supérieur à celui connu entre 2015 et 2021. Face aux incertitudes économiques, la BCE a décidé début mars une sixième baisse des taux directeurs en huit mois seulement, les taux retrouvant leur niveau d'il y a deux ans. La Banque centrale européenne demeure toutefois prudente et évite de s'engager sur de futures hausses ou baisses de taux.

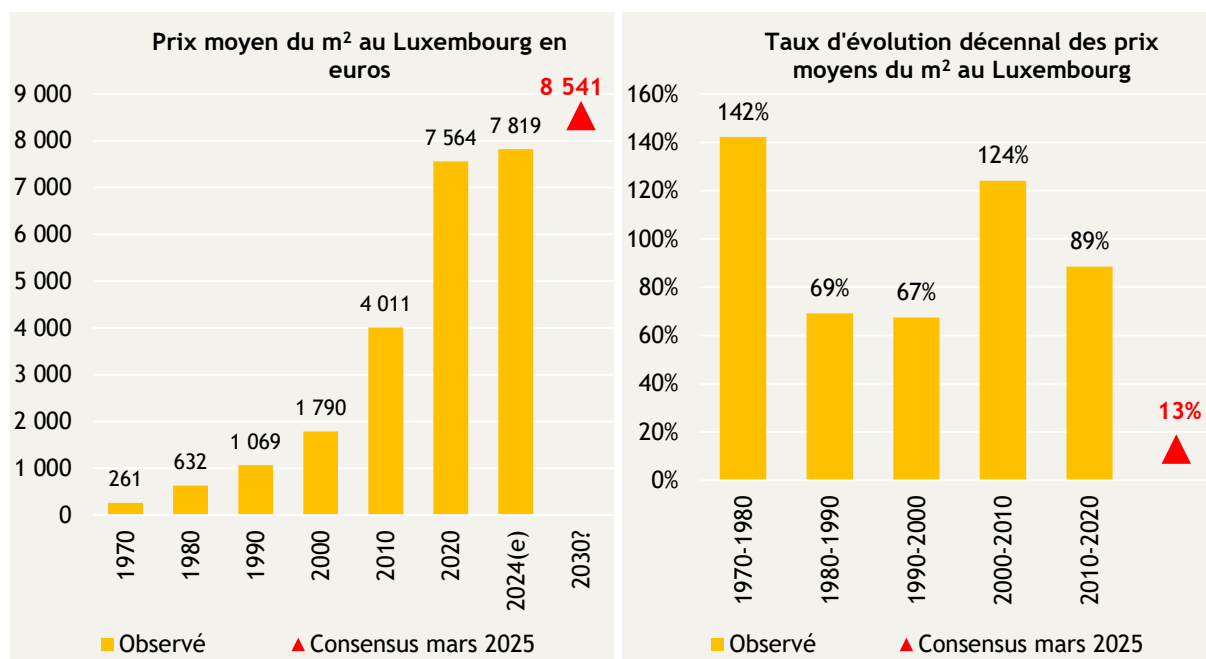


### Immobilier : espoirs déçus et bonne nouvelle ?

Les prix de l'immobilier ont baissé, et les anticipations de hausse à moyen terme aussi. Alors que les panélistes prévoyaient encore l'an dernier un prix du m<sup>2</sup> supérieur à 10.000 euros à l'horizon 2030,

ce montant estimé ne serait plus que de 8 541 euros selon les répondants du consensus de 2025. L'évolution décennale des prix moyens du m<sup>2</sup> serait ainsi remarquablement faible durant la décennie 2020, passant d'une augmentation de 124% durant les années 2010 à seulement 13% entre 2020 et 2030. L'espoir d'une hausse continue des prix de l'immobilier pour ceux qui auraient récemment investis se retrouve déçu.

Une bonne nouvelle ? C'est ce qu'affirmait le consensus en 2024. Alors qu'il était proposé aux panélistes l'an passé s'il était souhaitable ou non que les prix de l'immobilier baissent de 10%, ils étaient trois fois plus à répondre par l'affirmative à cette assertion que négativement.



Sources : STATEC, CHD, BRI, Consensus IDEA

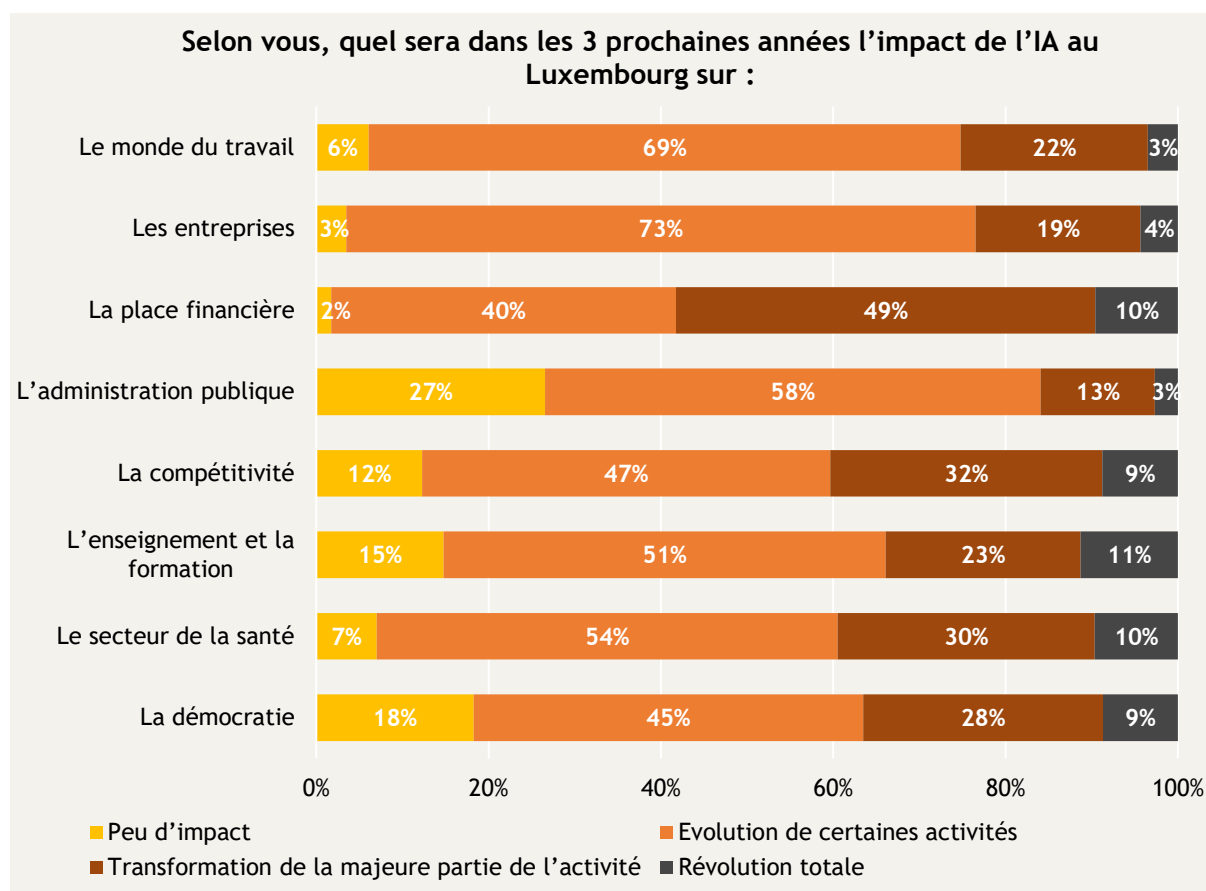
### IA : Evolution, transformation, révolution...

Au cœur des débats technologiques, économiques et philosophiques depuis l'apparition au grand public de Chat-GPT en novembre 2022, l'IA ne pouvait être absente du consensus d'IDEA 2025. Les panélistes ont ainsi été interrogés sur l'impact qu'aurait l'IA dans les 3 prochaines années au Luxembourg sur un certain nombre de domaines. En moyenne pour les 8 domaines testés, 11% des répondants estime que l'IA aurait peu d'impact, 55% que certaines activités du domaine évolueraient, 27% que la majeure partie du domaine se transformerait et 7% qu'une révolution totale du domaine va s'opérer.

La vision de l'impact d'IA diffère entre les différents domaines. Il est d'ailleurs possible de catégoriser ces domaines. C'est la place financière qui serait la plus bouleversée, avec 10% des panélistes prévoyant une révolution totale due à l'IA et 46% une transformation de la majeure partie de l'activité. La place financière fait ainsi partie des domaines pour lesquels l'IA pourrait être disruptive. C'est aussi le cas, dans une moindre mesure, pour le secteur de la santé et la compétitivité. A l'opposé, l'administration publique, bien que concernée par l'IA serait le domaine le moins transformé.

Deux autres catégories de domaines ressortent. Le monde du travail et les entreprises verraient certainement une évolution voire une transformation de leurs activités due à l'IA mais, certainement de par leur ampleur et hétérogénéité, il n'est pas considéré qu'ils puissent être révolutionnés dans leur globalité. Concernant la démocratie, et l'enseignement et la formation, les avis des panélistes

sont plus polarisés, puisqu’une partie d’entre eux anticipent peu d’impact quand d’autres entrevoient une révolution totale suite au développement de l’IA dans la société. Ces différences d’opinion sont un reflet d’une technologie au potentiel encore flou et pour lesquels les visions de la population sont diverses, entre promesses et appréhensions, fantasmes et premières limites entrevues.



### Consensus sur les pensions et l’écologie, divergences sur la fiscalité et les frontaliers

Cinq affirmations ont été testées sur les grands enjeux économiques et sociaux luxembourgeois et les politiques publiques à y consacrer. Les panélistes avaient le choix entre cinq réponses selon leur degré d’approbation ou de désapprobation des affirmations testées<sup>3</sup>.

Trois de celles-ci obtiennent un accord franc et massif de la part des panélistes. Alors que des incertitudes existent sur la capacité à atteindre les objectifs fixés en matière environnementale par l’Union européenne et le Luxembourg, les répondants du consensus appellent ainsi à faire plus, tant pour l’Etat que pour les citoyens. La modification des habitudes de consommation des résidents apparaît comme un aspect crucial de la transition écologique selon les panélistes, avec 72% de répondants plutôt d’accord ou tout à fait d’accord avec cette affirmation. Concernant les investissements de l’Etat en faveur de la transition écologique, la même question avait été posée l’an passé. L’accord avec cette affirmation était encore plus prononcé en 2024, et est donc en léger déclin.

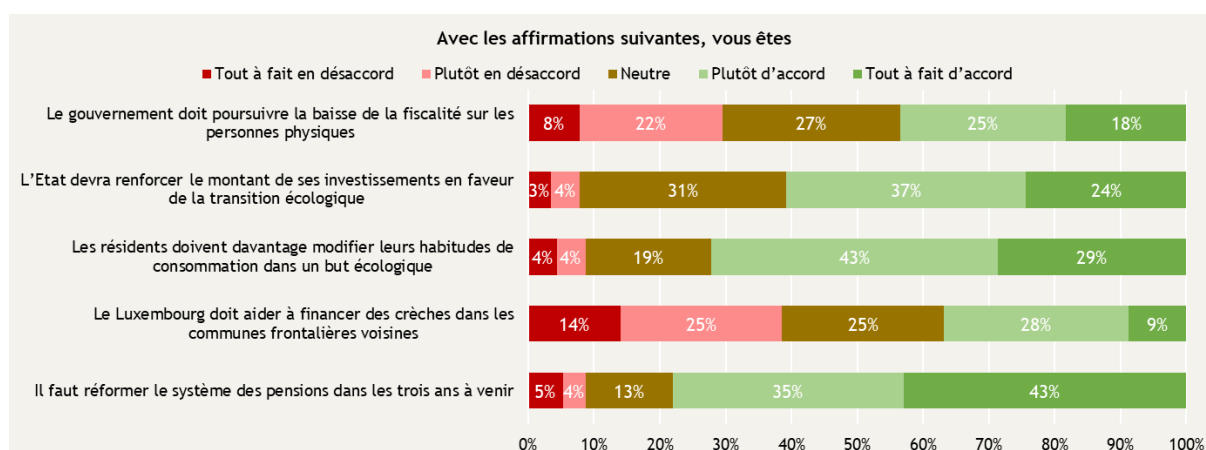
Concernant la nécessité de réformer le système de pensions dans les trois ans à venir, affirmation testée l’an passé, les panélistes se prononcent majoritairement pour, et ceci encore davantage qu’en 2024, avec 43% de répondants tout à fait d’accord en 2025 contre 35% dans l’édition précédente du

<sup>3</sup> Tout à fait en désaccord, Plutôt en désaccord, Neutre, Plutôt d’accord, Tout à fait d’accord, chacune étant matérialisée par des émoticônes.

consensus. En ce mois d'avril, IDEA a présenté 4 réformes potentielles du système de pensions<sup>4</sup> qui pourraient inspirer les choix politiques à venir.

Les avis sont plus partagés concernant la poursuite de la baisse de la fiscalité sur les personnes physiques alors que celle-ci a été l'une des orientations majeures du gouvernement élu fin 2023. Ils sont ainsi 30% des panélistes à s'y opposer contre 43% à la souhaiter. Il faudra possiblement un temps assez long pour voir les effets macroéconomiques des allègements fiscaux, noyés dans les incertitudes nées d'une nouvelle ère de guerre commerciale.

De même, les avis des panélistes divergent quant à la nécessité d'aider à financer les crèches dans les communes frontalières voisines, le non l'emportant même d'une tête avec 39% de répondants tout à fait en désaccord et plutôt en désaccord contre 37% plutôt d'accord ou tout à fait d'accord.



## Des boussoles, oui, mais quelles boussoles ?

« Il y a des décennies où rien ne se passe, et il y a des semaines où des décennies se produisent ». C'est la citation (de Lénine) à la mode en ce début d'année 2025. Face à cette accélération des événements, l'Union européenne (ré)agit et s'empare communément de nouvelles politiques, ce constat pouvant prendre son origine dès la crise Covid.

La boussole pour la compétitivité est l'une des initiatives les plus récentes pour renforcer l'économie européenne. Elle pourrait en partie répondre à la volonté des panélistes de « renforcer la souveraineté industrielle de l'Europe quitte à remettre en question certaines règles liées à la concurrence et/ou au libre-échange », sujet pour lequel la forte adhésion (82% de répondants tout à fait d'accord ou plutôt d'accord) est encore plus forte que l'an passé.

En poursuivant selon le degré d'adhésion des panélistes, la mise en place « d'un système d'orientation de l'épargne des européens vers les grands enjeux auxquels l'Europe fait face » est aussi fortement plébiscitée, alors que la sous-capacité en fonds propres des entreprises, et notamment des start-ups, européennes est au cœur de sa moindre compétitivité actuelle.

Dans le cadre de la boussole européenne pour la compétitivité, la commission proposera un « 28<sup>ème</sup> régime »<sup>5</sup> simplifié permettant aux sociétés « innovantes » de bénéficier de règles harmonisées à l'échelle européenne. Une majorité des panélistes (45%) estime que cette initiative de simplification administrative sera un succès, bien qu'une minorité plus circonspecte demeure (25%).

Augmenter le budget de la défense, oui. Mais dans quelles proportions ? Le consensus a proposé une hausse qui pourrait tendre vers les 5% du PIB à moyen terme, une augmentation particulièrement

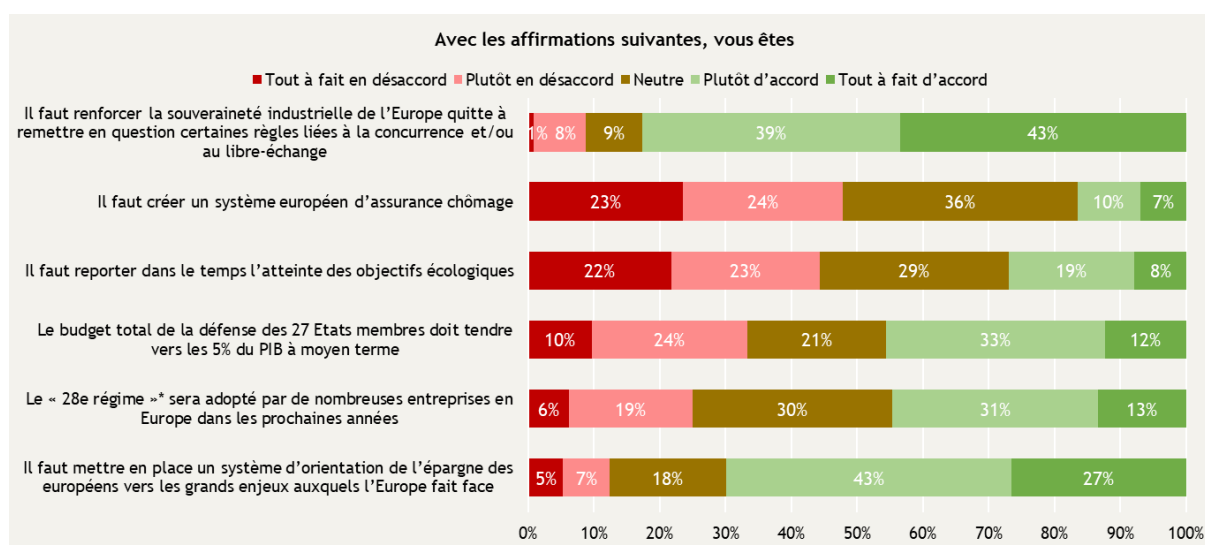
<sup>4</sup> Document de travail N° 31 : Pensions, un quatuor de réformes, IDEA, Avril 2025.

<sup>5</sup> Le 28<sup>ème</sup> régime serait un ensemble unique et simple de règles applicables dans l'ensemble de l'Union européenne, qui permettrait aux jeunes entreprises innovantes de ne pas adopter chacun des régimes des Etats membres pour se développer.

conséquente, surtout en rapport avec l'objectif actuel du Luxembourg à 2% du RNB. Si les avis divergent face à cette possibilité, l'adhésion est majoritaire à 46% contre 33%.

Concernant les objectifs climatiques, malgré les doutes persistants sur la possibilité de les atteindre et les critiques sur leurs potentiels impacts négatifs sur la compétitivité, une majorité de panéliste (44%) soutient leur maintien à 2030, quand 27% d'entre eux souhaiterait un report.

Enfin, IDEA avait interrogé en 2020 les panélistes sur la pertinence de la création d'un système européen d'assurance chômage. 50% d'entre eux considérait un tel dispositif européen comme plutôt pas nécessaire, 24% était neutre et 26% l'estimait plutôt nécessaire. 5 ans plus tard, le constat demeure le même. Si les initiatives européennes se multiplient, la subsidiarité reste l'une des principales boussoles de la répartition des tâches entre l'Union européenne et ses Etats membres.



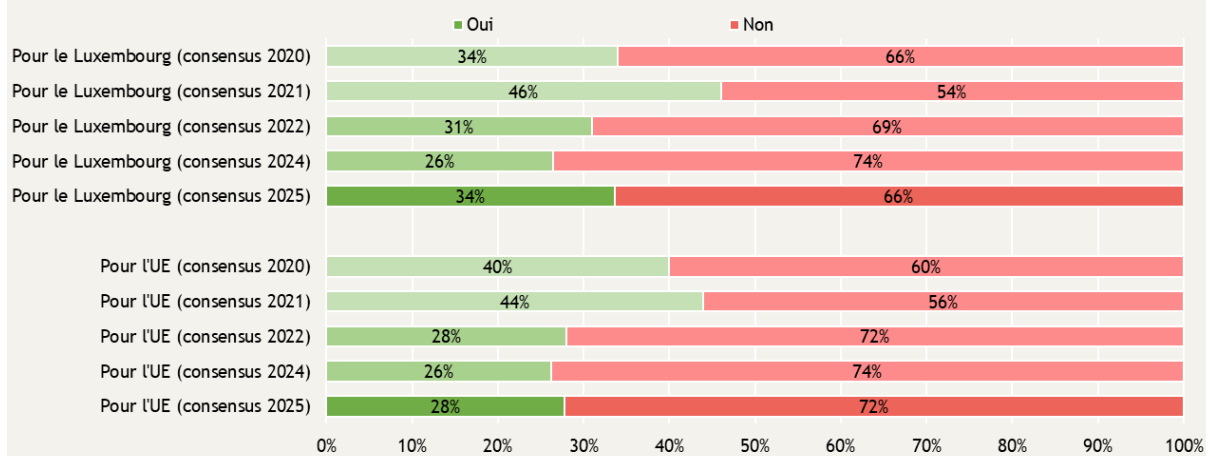
### Objectif climatique : 2030 arrive si vite

Au moment où IDEA a demandé la première fois aux panélistes de se positionner sur la probabilité d'atteindre les objectifs climatiques, il restait 10 ans au Luxembourg et à l'Union européenne pour mettre en place les politiques à même de réussir cet ambitieux défi. En 2025, et alors que la moitié de cette période est révolue, la trajectoire de réductions des gaz à effets de serre s'affine. Les avancées sont tangibles comme l'illustre la partie « Objectifs climatiques : des progrès réels, mais un effort soutenu nécessaire » de l'avis annuel 2025. Toutefois, un âpre chemin demeure à accomplir<sup>6</sup>.

Ainsi, ils sont une majorité de répondants à ne pas croire les objectifs actuels atteignables, du moins dès 2030. Après une baisse au fil des ans, un léger regain d'optimisme pointe par rapport à l'an passé, qui concerne surtout le Luxembourg.

<sup>6</sup> Voir la question 11 du questionnaire en annexe pour une trajectoire chiffrée des émissions de gaz à effet de serre.

Selon vous, les objectifs actuels en matière de réduction des gaz à effets de serre pour 2030 sont-ils atteignables pour l'UE... et pour le Luxembourg ?



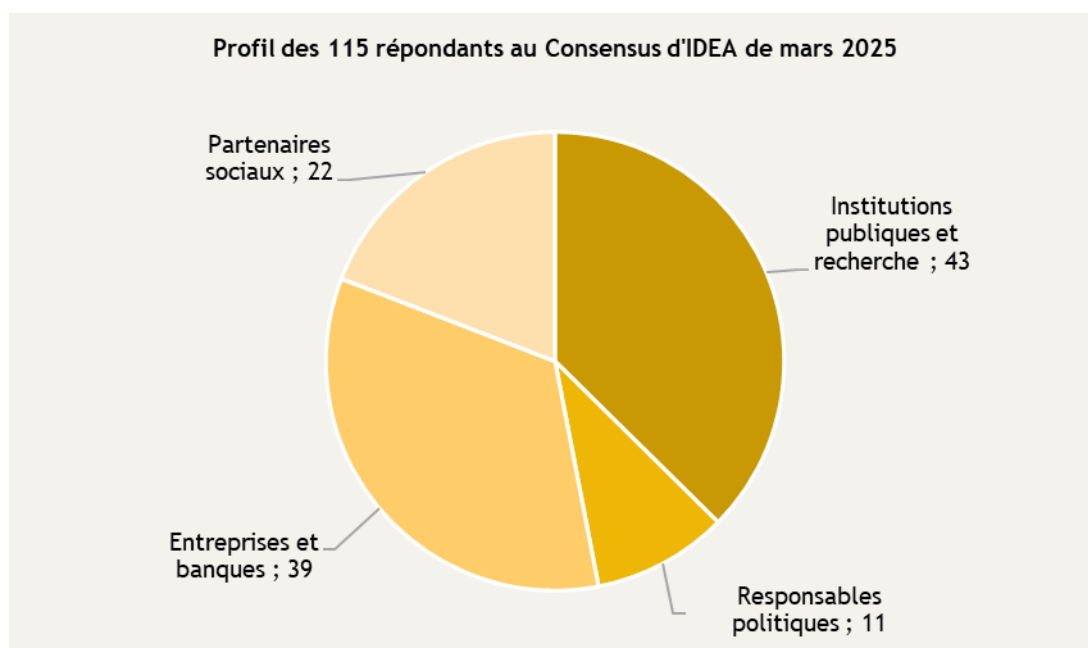
## ANNEXE : PANEL ET QUESTIONNAIRE DU CONSENSUS ECONOMIQUE

### Panel

265 décideurs économiques, politiques, partenaires sociaux et économistes du Luxembourg issus de quatre grandes catégories ont été sélectionnés pour composer le panel : les entreprises (y compris le secteur financier), les institutions publiques et de recherche, les responsables politiques et les partenaires sociaux (organisations patronales et salariales).

La démarche de sélection des membres du consensus répond à un simple critère : exercer une profession ou un mandat représentatif nécessitant, a priori, de connaître et/ou d'analyser régulièrement les grandes données macroéconomiques luxembourgeoises.

115 personnes ont répondu au questionnaire personnel et anonyme (11 questions en ligne), soit un taux de réponse de 43%, en léger retrait par rapport au taux observé pour le consensus de février 2024 (50%), mais avec un nombre total de répondants similaires. Le profil des répondants s'accorde avec celui du panel, avec une légère sous-représentation des membres du groupe « responsables politiques » et une sur-représentation du groupe « partenaires sociaux ». La participation des experts des « institutions publiques et de la recherche » a augmenté par rapport à l'édition précédente.



## Questionnaire Consensus Economique IDEA - Mars 2025

Note : le questionnaire a été administré sur une plateforme en ligne. Les membres du Panel ont été invités à y répondre par l'envoi d'un lien personnel et unique.

Bienvenue dans le questionnaire du consensus économique d'IDEA.

Environ 10 minutes sont nécessaires pour le remplir.

Vous avez jusqu'au **mercredi 19 mars à 18h00** pour y répondre.

Les réponses sont personnelles, anonymisées et traitées dans le respect dans la [Politique de protection des données personnelles d'IDEA](#).

Merci d'avance !

### **1. Selon vous, quelle est en 2025 la probabilité...**

0 étant associé à une probabilité « très faible » et 4 « très élevée ».

|                                                                                              | 0           | 1             | 2       | 3             | 4           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------|---------|---------------|-------------|
|                                                                                              | Très faible | Plutôt faible | Moyenne | Plutôt élevée | Très élevée |
| Que le commerce mondial diminue                                                              |             |               |         |               |             |
| Que la Chine soit le moteur de la croissance mondiale                                        |             |               |         |               |             |
| Que l'inflation en zone euro se maintienne autour de la cible de 2%                          |             |               |         |               |             |
| Que l'Union européenne apporte une réponse cohérente à la guerre commerciale menée par Trump |             |               |         |               |             |
| Que la situation politique se stabilise dans les trois pays voisins                          |             |               |         |               |             |

### **Commentaire**

|  |
|--|
|  |
|--|

## 2. Quelle est la probabilité en 2025, pour l'économie luxembourgeoise...

0 étant associé à une probabilité « très faible » et 4 « très élevée ».

|                                                                                                                                             | 0           | 1             | 2       | 3             | 4           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------|---------|---------------|-------------|
|                                                                                                                                             | Très faible | Plutôt faible | Moyenne | Plutôt élevée | Très élevée |
| Que la croissance de l'emploi retrouve un niveau supérieur à 2%                                                                             |             |               |         |               |             |
| Que les recettes fiscales augmentent moins vite que les dépenses publiques ( <u>question posée aussi en 2024</u> )                          |             |               |         |               |             |
| Que le nombre de constructions en VEFA reparte à la hausse                                                                                  |             |               |         |               |             |
| Que les seuils fiscaux pour le télétravail des frontaliers (34 jours actuellement) se rapprochent des seuils sociaux en vigueur (112 jours) |             |               |         |               |             |
| Qu'une réforme des pensions soit décidée                                                                                                    |             |               |         |               |             |

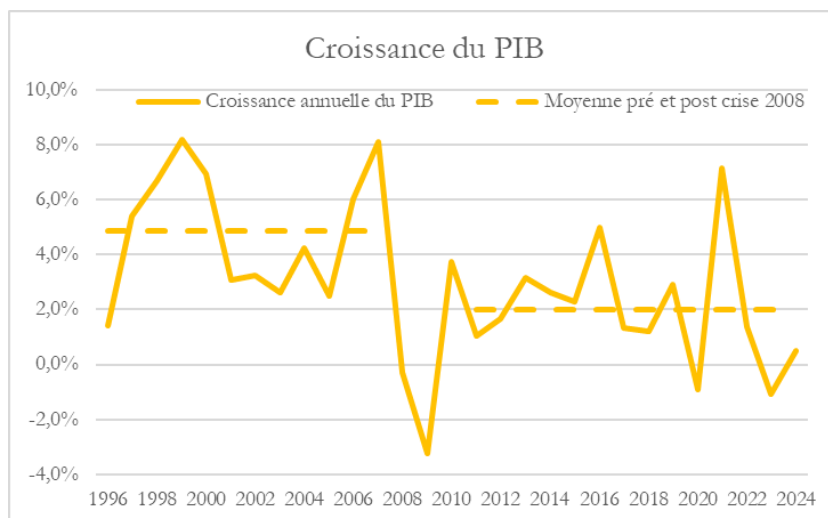
### Commentaire

|  |
|--|
|  |
|--|

## 3. Inspiré par Oxford Economics, le STATEC a envisagé trois scénarios pour l'évolution macroéconomique du Luxembourg en 2025. Quel est selon vous le degré de probabilité de ces trois scénarios ?

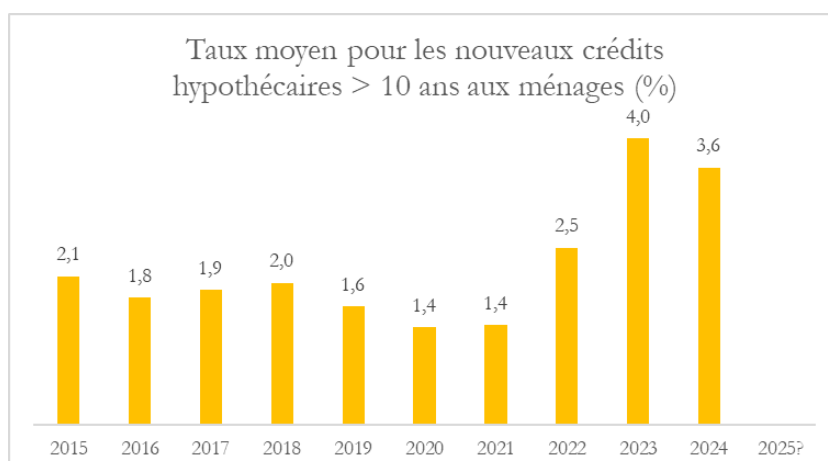
|                                                                                        | 0           | 1             | 2     | 3            | 4          |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------|-------|--------------|------------|
|                                                                                        | Très faible | Plutôt faible | Moyen | Plutôt élevé | Très élevé |
| Le scénario d'une inflation à 2,1% et d'une croissance du PIB de 2,5% en 2025          |             |               |       |              |            |
| Des taux d'intérêts plus élevés pour plus longtemps et 0% de croissance du PIB en 2025 |             |               |       |              |            |
| Une victoire plus rapide contre l'inflation et une croissance du PIB de 3,6% en 2025   |             |               |       |              |            |

4. Quelle sera selon vous la croissance tendancielle de l'économie luxembourgeoise dans les 5 années à venir ?



- Retour vers les 4 à 5% de croissance annuelle de la période pré-crise 2008
- Une croissance annuelle solide d'environ 3%
- 2% de croissance annuelle, soit la moyenne des 15 dernières années
- Ralentissement au-dessous des 1,5% de croissance annuelle

5. Selon vous, quel sera le taux d'intérêt moyen pour les nouveaux crédits immobiliers >10ans au Luxembourg en 2025 ?

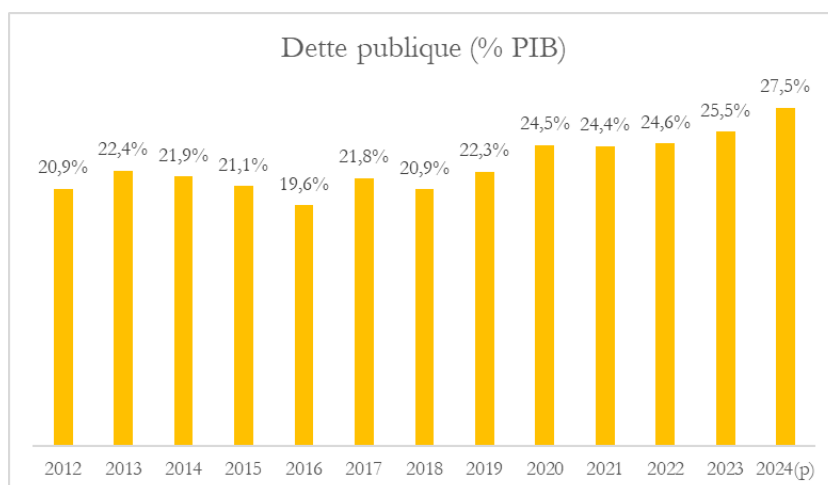


Seul un pourcentage est accepté !

 %

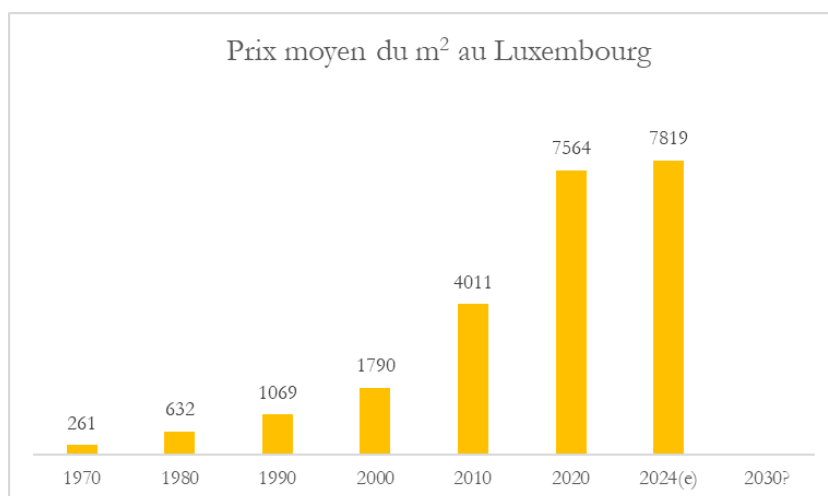
Commentaire

6. Selon vous, quel sera le niveau de dette publique du Luxembourg dans 5 ans (2030) ?



- moins de 25% du PIB.
- entre 25 et 30% du PIB.
- entre 30 et 35% du PIB.
- entre 35 et 40% du PIB.
- plus de 40% du PIB.

7. Selon vous, quel sera le prix moyen du m<sup>2</sup> au Luxembourg en 2030 en € ?



Seul un nombre est accepté !

 €

Commentaire

8. Selon vous, quel sera dans les 3 prochaines années l'impact de l'IA au Luxembourg sur :

|                                | Peu d'impact | Evolution de certaines activités | Transformation de la majeure partie de l'activité | Révolution totale |
|--------------------------------|--------------|----------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| Le monde du travail            |              |                                  |                                                   |                   |
| Les entreprises                |              |                                  |                                                   |                   |
| La place financière            |              |                                  |                                                   |                   |
| L'administration publique      |              |                                  |                                                   |                   |
| La compétitivité               |              |                                  |                                                   |                   |
| L'enseignement et la formation |              |                                  |                                                   |                   |
| Le secteur de la santé         |              |                                  |                                                   |                   |
| La démocratie                  |              |                                  |                                                   |                   |

Commentaire

9. Avec les affirmations suivantes, vous êtes :



|                                                                                                                                                                                                            | Tout à fait en désaccord | Plutôt en désaccord | Neutre | Plutôt d'accord | Tout à fait d'accord |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------|--------|-----------------|----------------------|
| Il faut renforcer la souveraineté industrielle de l'Europe quitte à remettre en question certaines règles liées à la concurrence et/ou au libre-échange ( <u>question posée aussi en 2022 et en 2024</u> ) |                          |                     |        |                 |                      |
| Il faut créer un système européen d'assurance chômage ( <u>question posée aussi en 2020</u> )                                                                                                              |                          |                     |        |                 |                      |
| Il faut reporter dans le temps l'atteinte des objectifs écologiques                                                                                                                                        |                          |                     |        |                 |                      |
| Le budget total de la défense des 27 Etats membres doit tendre vers les 5% du PIB à moyen terme                                                                                                            |                          |                     |        |                 |                      |
| Le « 28e régime »* sera adopté par de nombreuses entreprises en Europe dans les prochaines années                                                                                                          |                          |                     |        |                 |                      |
| Il faut mettre en place un système d'orientation de l'épargne des européens vers les grands enjeux auxquels l'Europe fait face                                                                             |                          |                     |        |                 |                      |

\* Le 28<sup>ème</sup> régime serait un ensemble unique et simple de règles applicables dans l'ensemble de l'Union européenne, qui permettrait aux jeunes entreprises innovantes de ne pas adopter chacun des régimes des Etats membres pour se développer.

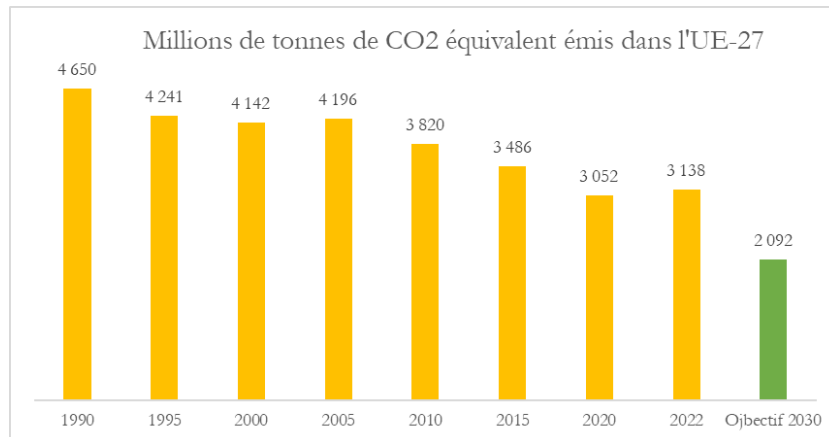


|                                                                                                                                        | Tout à fait en désaccord | Plutôt en désaccord | Neutre | Plutôt d'accord | Tout à fait d'accord |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------|--------|-----------------|----------------------|
| Le gouvernement doit poursuivre la baisse de la fiscalité sur les personnes physiques                                                  |                          |                     |        |                 |                      |
| L'Etat devra renforcer le montant de ses investissements en faveur de la transition écologique ( <u>question posée aussi en 2024</u> ) |                          |                     |        |                 |                      |
| Les résidents doivent davantage modifier leurs habitudes de consommation dans un but écologique                                        |                          |                     |        |                 |                      |
| Le Luxembourg doit aider à financer des crèches dans les communes frontalières voisines                                                |                          |                     |        |                 |                      |
| Il faut réformer le système des pensions dans les trois ans à venir ( <u>question posée aussi en 2024</u> )                            |                          |                     |        |                 |                      |

#### Commentaire

#### 10. Selon vous, les objectifs européens actuels\* en matière de réduction des gaz à effets de serre pour 2030 sont-ils atteignables ?

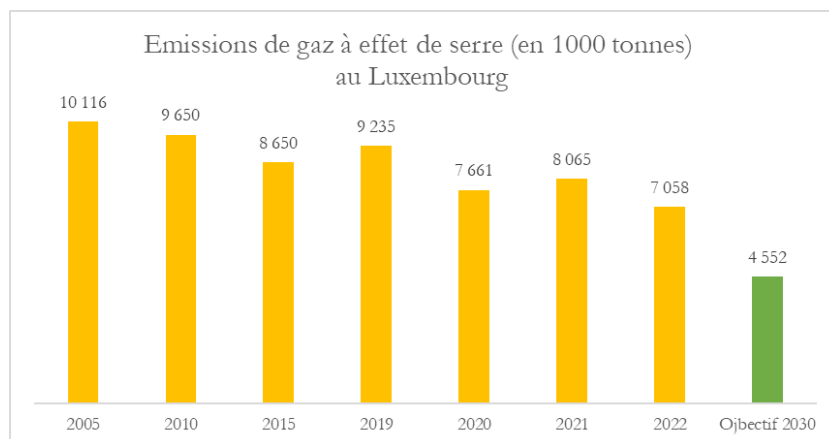
\*Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% par rapport aux niveaux de 1990



- Oui.
- Non.

#### 11. Selon vous, les objectifs luxembourgeois actuels\* en matière de réduction des gaz à effets de serre pour 2030 sont-ils atteignables ?

\*Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55% par rapport aux niveaux de 2005



- Oui.
- Non.

**Merci d'avoir participé au consensus économique. Nous vous enverrons les résultats prochainement.**

**Avez-vous des commentaires sur ce questionnaire ?**



[www.idea.lu](http://www.idea.lu)